



Presse

Lu pour vous

aef.info
SÉCURITÉ GLOBALE

Mercredi 22 avril 2020

Par Judith Blanes et Jean Marie GODARD, Dépêche 626407

Reproduit avec l'aimable autorisation de www.aef.info

Masques, gants, gels : quand entreprises, associations, et collectivités locales viennent en aide aux forces de l'ordre

Alors que les syndicats de gardiens de la paix dénoncent, depuis l'entrée en vigueur du confinement, le manque de moyens de protection et l'interdiction faite aux policiers de porter un masque sans être en contact avec une personne ayant des symptômes, les dons d'entreprises, d'associations, ou de collectivités locales à destination des forces de l'ordre se multiplient. Des initiatives sur lesquelles le ministère de l'Intérieur, sollicité par AEF info, ne communique pas. Côté gendarmerie, elles semblent encouragées par la hiérarchie... **Dès la fin du mois de mars, les syndicats de police ont enclenché le mouvement, allant même jusqu'à lancer des cagnottes en ligne comme l'a fait Alternative police-CFDT.**

PAS DE COMMUNICATION OFFICIELLE

"Nous ne communiquons pas sur ce sujet pour le moment", a répondu le ministère de l'Intérieur interrogé sur ces initiatives et les consignes d'emploi de tout ce matériel, lundi 20 avril 2020. Officiellement, la doctrine d'utilisation du masque pour les policiers reste la même : uniquement en présence d'une personne présentant des symptômes. Les syndicats, eux, s'élèvent depuis le début du confinement contre cette doctrine, et ne cessent de dénoncer le manque de moyens de protection.

Le 9 avril 2020, lors d'une audition à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner avait assuré que 3,6 millions de masques ont été distribués aux services du ministère de l'Intérieur depuis le début de la crise. "S'il y a un léger mieux, on se demande un peu dans quels services ils sont. Si les masques étaient vraiment là partout, on aurait changé la doctrine de port pour que les collègues puissent en mettre un quand ils l'entendent et quand ils en ont besoin", réagit le secrétaire général d'Alliance. "En fait, le ministère ne dit rien de toutes ces initiatives, parce qu'il n'a jamais voulu dire qu'il manquait de masques. Ils ont géré la pénurie", estime-t-il.

"MAUVAISE GESTION"

"On pallie la carence de l'État et ça l'arrange bien", juge également le secrétaire général du syndicat Alternative police-CFDT Denis Jacob, interrogé par AEF info. "Le ministère ne va surtout pas prendre position sur des opérations qui permettent d'offrir une protection alors qu'il n'est toujours pas en capacité de répondre correctement à la demande de masques. Si le ministère se félicitait d'une telle solidarité, ce serait reconnaître sa mauvaise gestion." "Grâce à la cagnotte en ligne, on a pu acheter 10 000 masques. Avec les dons d'entreprises ou d'associations, on a 70 000 masques", assure-t-il. "Ça ne répond pas aux besoins quotidiens, mais cela répond à minima à la carence de l'État".

"Le problème aujourd'hui ce n'est pas tant le nombre de masques, mais la doctrine puisque la doctrine c'est toujours de ne pas les porter sauf en présence d'une personne ayant des symptômes", souligne-t-il. "Je trouve ubuesque qu'on n'accepte pas de dire qu'un policier est mis en danger quand il est face à la population sans masque, alors que la grande majorité des porteurs du virus n'ont pas de symptômes."